

Association Loi 1901

*La Communauté Rwandaise de France*

56 rue du Louvre 75002 PARIS.

TEL. (1) 40 39 91 12 / FAX: (1) 40 26 37 59.

## Communiqué de Presse

# RWANDA

## La vérité et l'Information objective: nouvelle cible du régime de Kigali.

Au mois de Janvier dernier, une Commission Internationale a effectué, pendant deux semaines, une enquête approfondie sur les violations des droits de l'homme au Rwanda. Publié le 8 Mars dernier sous l'égide de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (F.I.D.H.), le rapport est accablant pour le régime rwandais, dont les plus hautes autorités de l'Etat et de l'armée sont directement mises en cause, preuves à l'appui, dans l'organisation, la planification et l'exécution des massacres de populations civiles. Les membres de la Commission n'hésitent pas à parler de génocide et de crimes de guerre.

Aux recommandations de cette Commission, qui l'invitait à mettre un terme à cette situation, et face aux menaces de plusieurs pays dispensateurs d'aide, de revoir leur politique de coopération à son égard, le régime rwandais répond, comme à son habitude, par le mensonge et les faux-fuyants. C'est ainsi que depuis quelques semaines, une délégation conduite par Mr F.NAHIMANA, conseiller personnel du Président HABYALIMANA, principal instigateur des massacres du BUGESERA de mars 1992, et reconverti pour la circonstance en Président d'une fantomatique "Association de Défense des Droits de l'Homme"!, sillonne les capitales européennes avec un contre-rapport, censé présenter au public occidental la "bonne" réalité des faits.

Mais, faute d'arguments pour démentir les conclusions du Rapport de la Commission Internationale, l'émissaire du régime de Kigali a choisi comme ligne de défense l'insulte, le dénigrement et les accusations gratuites contre les membres de cette Commission, originaires de Belgique, Burkina Fasso, Canada, Côte d'Ivoire, Etats-Unis, France et Suisse; représentant la F.I.D.H. (Paris), Africa Watch (U.S.A.), le Centre International des Droits de la Personne et du Développement Démocratique (Canada), l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Burkina Fasso).

C'est aussi dans le cadre de cette vaste campagne de désinformation qu'il faut situer la récente déclaration du Président Habyalimana et de son Gouvernement, annonçant une série de mesures pour "la sécurité" de tous les rwandais. La **C.R.F.** tient cependant à rappeler qu'à l'abri de ces beaux discours, attentats aveugles dans les lieux publics, disparitions d'opposants et épuration ethnique continuent comme si de rien n'était, comme en témoignent les accusations répétées des Forces Démocratiques de Changement (F.D.C.), et les Organisations rwandaises de Défense des Droits de l'Homme.

La **C.R.F.** dénonce vigoureusement ces pratiques, et met en garde tous les démocrates contre cette tentative de diversion et de désinformation.